

« Stress tests » bancaires : une avancée, pas une panacée

La publication le mois dernier des résultats des « stress tests » conduits sur 91 grandes banques a été bien accueillie par les marchés, alors même que la plupart des observateurs ont dénoncé les faiblesses de l'exercice. Celui-ci ne suffit pas à lui seul à traiter tous les problèmes d'un secteur bancaire européen encore mal en point. Mais il pourrait avoir constitué une étape importante pour l'Europe, en fonction des suites qui y seront apportées au cours des prochains mois.



CHRONIQUE NICOLAS VÉRON

Économiste au sein du « think tank » Bruegel (*).

Le principal aspect positif de l'opération « stress tests » en Europe est la richesse inédite des informations publiées sur l'exposition des banques au risque souverain, avec des données détaillées et comparables d'une banque à l'autre (sauf pour une banque grecque et six allemandes qui ont initialement refusé de fournir leurs chiffres). Ceci répond à ce qui était la principale préoccupation des investisseurs, en leur donnant les moyens d'évaluer l'impact potentiel d'un défaut souverain même si les autorités se refusent toujours à en reconnaître officiellement la possibilité.

L'autre bonne nouvelle est que, pour une fois, la « pression des pairs » a porté ses fruits. En pratique, l'Espagne, aidée semble-t-il en coulisse par la Banque centrale européenne, le Fonds monétaire international et le Trésor américain, a imposé la transparence à ses voisins continentaux, en dépit des fortes réticences de certains.

En outre, le processus a démontré qu'il est à la fois néces-

saire et possible d'aborder certains problèmes financiers systémiques à l'échelle européenne, et a permis au Comité des superviseurs bancaires européens de prouver sa valeur ajoutée.

Mais tout n'est pas rose pour autant. À l'évidence, la conclusion selon laquelle 3,5 milliards d'euros de fonds propres supplémentaires suffiraient à remettre d'aplomb le système bancaire européen manque de crédibilité. Le fait que les tests aient porté sur le ratio de fonds propres Tier One, une mesure discutable de la solidité des bilans, est également regrettable, comme l'a été l'optimisme excessif des prévisions d'exploitations retenues pour certaines banques. L'information sur les risques autres que souverains est restée très insuffisante, de qualité bien inférieure à celle fournie en mai 2009 pour les tests bancaires américains. Là encore l'Espagne fait exception, en ayant volontairement fourni sensiblement plus de données que ses voisins du Nord. Le temps de préparation des « stress tests » s'est révélé trop court. Leur caractère décentralisé, outre qu'il a donné lieu à

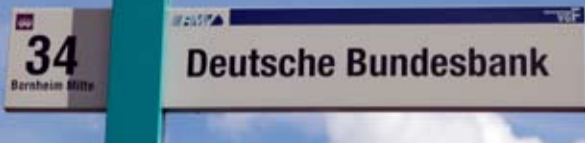
une communication quelque peu chaotique le 23 juillet, signifie que les résultats ne sont pas forcément cohérents et comparables d'un pays à l'autre.

Enfin, l'Allemagne, dont les autorités ont traîné des pieds pour participer à cet exercice de transparence, reste en position de déni quant aux difficultés qui affectent certaines de ses banques. Il s'agit avant tout d'un problème politique. Les responsables politiques d'outre-Rhin ont passé trois ans à renvoyer la responsabilité de la crise aux spéculateurs anglo-saxons et aux gouvernements dispendieux des pays d'Europe du Sud. Il leur est particulièrement difficile d'admettre les faiblesses intrinsèques de leur propre système bancaire, qui présente par ailleurs un degré d'interdépendance sans équivalent en Europe avec les appareils des grands partis politiques nationaux. Hélas, le Vieux Continent est sans doute condamné à un état de fragilité financière prolongée tant que Mme Merkel et ses équipes ne parviendront pas à modifier cette attitude.

En fin de compte, le verdict définitif sur ces « stress tests » dépendra de trois paramètres principaux. Premièrement, leur capacité à catalyser un renforcement des fonds propres des banques européennes : en apparence les autorités leur ont donné un certificat de bonne santé, mais en éclipsant la possibilité d'une crise souveraine ; la dure réalité est qu'elles devront lever plus de capitaux pour retrouver la santé, notamment les plus fragiles d'entre elles. Deuxièmement, l'assainissement budgétaire des pays du sud de la zone euro, seul à même d'éliminer le risque de contagion qui pèse actuellement sur le secteur bancaire dans son ensemble. Troisièmement, le remplacement des actuels comités de superviseurs européens par des autorités dotées d'une véritable autonomie et de pouvoirs de décision, ainsi que l'a recommandé il y a plus d'un an le rapport de Larosière. Si les discussions en cours à ce sujet n'aboutissent pas rapidement, la crédibilité européenne face à la crise en sera gravement affectée. À l'inverse, si des progrès suffisants sont réalisés sur ces trois fronts, la publication des résultats des « stress tests » pourra en fin de compte être considérée comme ayant constitué un grand succès. ■

(* Chercheur invité au Peterson Institute for International Economics (Washington).

« L'Allemagne, dont les autorités ont traîné des pieds pour participer à cet exercice de transparence, reste en position de déni quant aux difficultés qui affectent certaines de ses banques. »



ENTENDU SUR

BFM RADIO
LA RADIO DE L'ÉCO

Jacques Stern, Président directeur général d'Edenred

« Nous sommes un bon observateur de l'économie. Par exemple, concernant l'emploi salarié, on ne voit pas encore de stabilisation en Europe... Quant à nos tickets restaurants, ils sont indexés en général sur l'inflation. Dans beaucoup de pays, elle reste encore très basse. »

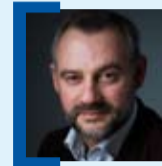
Laurent Wauquiez, secrétaire d'Etat à l'Emploi

« C'est incontestablement un très bon chiffre, c'est même le meilleur chiffre sur le chômage depuis février 2008. Et ce chiffre vient après un autre mois, le mois de juin, qui avait enregistré un recul du chômage. C'est une rentrée d'espoir pour nous. »

ÉDITO

Parce qu'il le vaut bien

Non les péripéties du dossier L'Oréal ne pèsent pas sur les ventes de ses rouges à lèvres. Les solides résultats affichés mercredi soir par le géant français des cosmétiques en témoignent. Après tout, clients et clientes n'ont pas grand-chose à faire d'un éventuel mélange des genres entre les responsables politiques et l'héritière du groupe, Liliane Bettencourt voire sa fille avec laquelle elle est en bisbille. Le sujet de leur dispute est tout aussi peu important aux yeux des consommateurs des produits de la marque. Cela commence à être nettement moins vrai pour les salariés du groupe et les syndicats le font savoir. Que L'Oréal ait accordé un contrat léonin de plusieurs centaines de milliers d'euros annuels au photographe François-Marie Banier, le protégé de Mme Bettencourt, n'est pas indifférent pour le personnel qui aurait préféré voir cet argent investi autrement. Cette guerre intestine au sein de la famille qui contrôle le capital de L'Oréal ne laisse pas non plus indifférent le géant suisse de l'agroalimentaire Nestlé, grand actionnaire du groupe tricolore. Les propos de son



PAR OLIVIER PROVOST

président dans la presse suisse qui souligne son grand intérêt pour cette participation portent le maquillage de l'ambiguïté. On sent la firme helvétique toute prête à jouer les bons offices, totalement désintéressés bien sûr. Dans ces conditions, difficile d'en vouloir aux pouvoirs publics français de garder un œil sur ce dossier au nom de l'intérêt stratégique des grandes entreprises du pays. L'Oréal et ses salariés le valent bien. Mais entre garder un œil sur ce dossier et fermer les yeux sur des pratiques fiscales contestables, il y a un pas que certains membres du gouvernement voire des proches de l'Élysée auraient mieux fait de ne pas avoir franchi. Pire encore s'ils ont été jusqu'à une œillade aguicheuse afin de récolter des fonds ou de placer des proches. Pas sûr hélas que, sur cette affaire qui ternit la dernière étape du quinquennat, on connaisse un jour la vérité sans fard. oprovost@latribune.fr

L'IMAGE DU JOUR



THOMAS KENZLE/AFP

MANIFESTATIONS À RÉPÉTITION À STUTTGART

La police emporte littéralement une manifestante à Stuttgart mercredi. L'objet du litige ? La construction d'un gigantesque nœud ferroviaire pour TGV dont la capitale du Land de Bade-Wurtemberg sera le centre. Le projet « Stuttgart 21 » coûtera 7 milliards d'euros et prévoit 16 tunnels, 18 ponts, 3 nouvelles gares et l'enfouissement de la gare centrale. Hérésie économique et écologique, pensent ses détracteurs.